

Commission européenne  
DG Concurrence  
Directeur général adjoint, Cecilio Madero Villarejo  
Rue de la Loi 200  
1040 Bruxelles

DATE & RÉFÉRENCE

Bruxelles, le 4 juillet  
19-M-SG(NO-008)FR

DOSSIER TRAITÉ PAR

Wim Martens  
T. +32 (0)2 519 38 50  
[w.martens@benelux.int](mailto:w.martens@benelux.int)

OBJET

« Règles de l'UE en matière de concurrence relatives aux accords verticaux » - évaluation

ANNEXE

/

COPY À

- Maria Jaspers, DG Comp
- Damir Hajduk, DG Markt;
- [COMP-VBER-REVIEW@ec.europa.eu](#)

Cher Monsieur Madero Villarejo,

Dans le contexte de la révision en cours du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux<sup>1</sup>, je vous fais part par la présente des points de vue communs des pays du Benelux sur la question des restrictions territoriales de l'offre. Les pays du Benelux estiment que la révision du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux représente une occasion d'aborder la question des restrictions territoriales de l'offre. Les éléments de réflexion ci-dessous résultent des travaux des représentants des ministères nationaux des affaires économiques respectifs au sein du groupe de travail Benelux relatif aux restrictions territoriales de l'offre.

En 2015, les ministres de l'économie de la Belgique, des Pays-Bas et du Luxembourg ont convenu d'intensifier leur coopération en ce qui concerne les restrictions territoriales de l'offre dans le secteur du<sup>2</sup>commerce de détail. En 2017, le Secrétariat général du Benelux, en étroite coordination avec les trois ministères de l'Économie, a réalisé une enquête<sup>3</sup>. Celle-ci a montré que les entreprises de vente au détail de toutes tailles au Benelux sont effectivement empêchées de s'approvisionner dans le pays de leur choix aux meilleures conditions du marché, ce qui a, entre autres, des conséquences négatives sur les prix à la consommation et la gamme des produits proposés. Le groupe de travail Benelux considère que ce cloisonnement généralisé du marché intérieur fausse la concurrence transfrontalière. À plusieurs reprises, le SG Benelux ou ses États membres ont fait part de leurs préoccupations au niveau de l'UE.

Il convient également de noter que des données émanant du Luxembourg indiquent que les entreprises ne relevant pas du secteur du détail sont<sup>4</sup> confrontées à des difficultés similaires. En outre, le ministère belge de l'économie a constaté que les prix et les conditions d'achat offerts par les fournisseurs multinationaux aux détaillants belges sont moins favorables que ceux des pays voisins, ce qui entraîne une hausse des prix en Belgique<sup>5</sup>. Ce

<sup>1</sup> [https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2018-5068981\\_fr](https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/initiatives/ares-2018-5068981_fr)

<sup>2</sup> Recommandation Benelux sur les restrictions territoriales de l'offre au Benelux (M(2015)4)

<sup>3</sup> « Les restrictions territoriales de l'offre dans le commerce de détail en Belgique, Pays-Bas et Luxembourg – Conséquences pour le marché intérieur Benelux », Secrétariat général de l'Union Benelux, février 2018.

Source: <http://www.benelux.int/fr/publications/publications/les-restrictions-territoriales-de-loffre-dans-le-commerce-de-detail-en-belgique-pays-bas-et-luxembourg>

<sup>4</sup> Les données sur les entreprises hors commerce de détail n'ont été collectées qu'au Luxembourg.

<sup>5</sup> Source: <https://gouvernement.lu/dam-assets/documents/actualites/2018/06-juin/rapport-rto-2018.pdf>

constat a été confirmé en 2017 par la comparaison du niveau des prix<sup>6</sup> à la consommation pour des produits identiques en Belgique, en Allemagne, en France et aux Pays-Bas. Une partie de ces écarts de prix pourrait résulter de restrictions territoriales de l'offre.

La question des restrictions territoriales de l'offre ne se limite pas au Benelux, mais concerne l'ensemble de l'Europe. Le Benelux estime que pour contribuer à une solution européenne, il est important de recueillir des données supplémentaires et d'analyser les effets d'éventuelles mesures de suivi. Les restrictions territoriales de l'offre devraient être et rester une priorité pour la (prochaine) Commission européenne. La Commission européenne a fait un premier pas en abordant la question dans sa communication « Adapter le commerce de détail de l'UE aux exigences du XXI<sup>e</sup> siècle » (2018).

Les pays du Benelux se félicitent également de l'étude sur les restrictions territoriales de l'offre dans le secteur du commerce de détail de l'UE commandée par la Commission européenne<sup>7</sup> qui devrait permettre de faire la lumière sur ce phénomène au niveau européen. Cette étude représenterait une bonne occasion d'évaluer les effets à court et à long terme des restrictions territoriales de l'offre sur la concurrence, l'innovation et le bien-être des consommateurs et de chercher à savoir si les restrictions territoriales de l'offre sont justifiées pour certains types de biens. Les résultats de cette étude devraient alimenter l'évaluation du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux. En fonction des résultats de l'enquête externe, les solutions possibles aux restrictions territoriales de l'offre peuvent se situer dans différents domaines. Celles-ci peuvent non seulement se trouver dans le droit de la concurrence, mais aussi être liées à d'autres questions relatives au marché intérieur, comme le principe « d'absence de discriminations à l'encontre des destinataires de services »<sup>8</sup>, le géoblocage ou les pratiques commerciales déloyales (B2B).

Dans l'optique spécifique du droit de la concurrence, le groupe de travail Benelux a constaté que le droit de la concurrence actuel, y compris le règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux, n'est pas efficace contre les restrictions territoriales de l'offre dans certaines circonstances spécifiques. Les pays du Benelux demandent à la Commission européenne de prendre les restrictions territoriales de l'offre en compte et d'examiner spécifiquement l'efficacité du cadre juridique existant pour prévenir la discrimination fondée sur la nationalité ou le lieu de résidence, entre autres lors de l'évaluation du règlement d'exemption par catégorie applicable aux accords verticaux. Il est essentiel d'être cohérent avec les objectifs politiques d'un marché intérieur intègre.

---

6« Analyse des prix : 2017 ICN Rapport annuel, 13 mars 2018, <https://economie.fgov.be/sites/default/files/Files/Publications/files/Rapport-annuel-2017-observatoire-des-prix-partie3-comparaison-internationale-niveau-des-prix-a-la-consommation.pdf>.

<sup>7</sup> Appel d'offres pour une étude sur les restrictions territoriales de l'offre dans le secteur du commerce de détail de l'UE, publié le 01/03/2019, délai : 26/04/2019. Source : [https://ec.europa.eu/growth/content/study-territorial-supply-constraints-eu-retail-sector\\_fr](https://ec.europa.eu/growth/content/study-territorial-supply-constraints-eu-retail-sector_fr).

<sup>8</sup> Exposé à l'article 20, alinéa 2, de la directive Services 2006/12/CE.

Nous vous saurions gré de bien vouloir tenir compte de ces éléments et nous vous remercions d'avance pour votre réponse.

Si vous avez d'autres questions concernant les travaux relatifs aux restrictions territoriales de l'offre et leurs implications au niveau du Benelux, vous pouvez prendre contact avec M. Wim Martens ([w.martens@benelux.int](mailto:w.martens@benelux.int)).

Très cordialement,



Alain de Muyser  
Secrétaire général adjoint

---

*Le Benelux est une coopération intergouvernementale entre la Belgique, les Pays-Bas et le Luxembourg qui veut servir de laboratoire pour l'intégration européenne. Le Traité Benelux renouvelé signé en 2008 met l'accent sur la coopération en matière de marché intérieur, de développement durable, de sécurité et de justice.*

